

Brochure n° 3247

Convention collective nationale
IDCC : 1513. – **ACTIVITÉS DE PRODUCTION
DES EAUX EMBOUTEILLÉES,
DE BOISSONS RAFRAÎCHISSANTES
SANS ALCOOL ET DE BIÈRE**

AVENANT N° 38 DU 20 MARS 2019
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS
AU 1^{ER} MARS 2019
NOR : ASET1950685M
IDCC : 1513

Entre :

FNECE ;

BRF ;

ABF,

D'une part, et

FGTA FO ;

FGA CFDT ;

CFE-CGC SNI2A,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent avenant s'applique au personnel des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des « activités de production des eaux embouteillées, boissons rafraîchissantes sans alcool et de bière » dans les conditions prévues par celle-ci et par l'accord du 12 juillet 1989.

Il constitue la trente-huitième actualisation de la grille des salaires négociés le 24 mai 1988.

Cet accord de salaires s'applique à tous les salariés de toutes les entreprises quel que soit leur effectif entrant dans le champ de l'accord. Cet accord ne peut faire l'objet de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés et ne prête pas à la mise en œuvre d'accord type ni à des choix pour l'employeur, les salaires minima hiérarchiques conservant leur caractère impératif.

Article 2

Salaires minima conventionnels

Les salaires minima conventionnels seront augmentés de 1,5 % au 1^{er} mars 2019 selon la grille ci-dessous :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	MINIMA CNN (au 1 ^{er} mars 2019)
1	1	1 537,57
	2	1 546,44
	3	1 596,82
2	1	1 640,80
	2	1 685,27
	3	1 729,60
3	1	1 788,98
	2	1 832,58
	3	1 878,29
4	1	1 997,46
	2	2 057,01
5	1	2 205,81
	2	2 265,38
	3	2 324,97
6	1	2 473,67
	2	2 592,78
	3	2 772,08
7	1	2 979,65
	2	3 188,00
	3	3 396,33
8	1	3 664,20
	2	3 932,09
	3	4 423,26

Article 3

Durée de l'accord

Les parties ont convenu de se rencontrer au plus tard le 7 novembre 2019 lors de la CPPNI pour établir le constat de la situation salariale de 2019.

Article 4

Dépôt et extension

Les parties signataires conviennent de demander au ministère chargé du travail (dépôt des accords, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15) l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 20 mars 2019.

(Suivent les signatures.)